



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le “International Food & Agricultural Trade Policy Council” présente ses recommandations pour les négociations du Doha Round de l’OMC sur le commerce agricole mondial.

Le “Conseil International de Politique Commerciale pour l’Agriculture et pour l’Alimentation” (IPC) met en garde que le système du commerce mondial – en particulier pour les pauvres des pays en voie de développement – ne peut se permettre ni un échec, ni un délai pour réaliser les ambitions de l’Agenda de Développement, définies à Doha.

Lors d’une réunion spéciale à Bruxelles le 16 janvier 2003, Bob Thompson, Président de l’IPC, a rendu publiques les recommandations (*) de l’IPC pour le cycle des négociations de Doha par l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur le commerce agricole. Il déclarait:

“L’Accord sur l’Agriculture du Uruguay Round (AAUR) avait établi un cadre de travail très important pour la libéralisation du commerce agricole mondial, mais il avait échoué quant à faire beaucoup de progrès pratique. Le cycle des négociations de Doha se doit de faire avancer les réalisations du AAUR, tout en adressant les nouvelles demandes du système global d’alimentation qui se développe”.

Bernard Auxenfans, membre du Conseil d’Administration de l’IPC et Directeur Général de Kincannon & Reed Inc. pour l’Europe remarquait: “Pour les pays les moins développés, les négociations de Doha sont critiques. Les agriculteurs des pays en voie de développement sont désavantagés parce que les subventions à l’exportation réduisent les prix mondiaux des marchandises, tandis que les barrières à l’importation leur interdisent l’accès aux marchés. L’agriculture est vitale pour les économies des pays en voie de développement; donc il est vital que les négociations de Doha assurent que la libéralisation du commerce agricole devienne un moyen du développement, plutôt qu’une fin en soi. Nul doute, c’est un résultat ambitieux; mais augmenter leur accès aux marchés, réduire la compétition des exportations financées par les gouvernements et réduire les subventions nationales qui déséquilibrent le commerce, rapporteront des bénéfices conséquents aux pays en voie de développement.”

L’alimentation et l’agriculture sont vitales à la culture, à la politique et à l’économie de chaque nation, qu’elle soit développée ou en voie de développement, exportatrice de nourriture ou importatrice. En plus de son rôle à assurer la production de la nourriture, l’agriculture peut aider à préserver l’environnement naturel, à maintenir la qualité du patrimoine agricole d’un pays, à soutenir les systèmes écologiques, à améliorer le développement rural, à arrêter la migration des campagnes vers les villes et à préserver les paysages ruraux.

Les négociations agricoles de Doha peuvent, et, doivent reconnaître les fonctions multiples de l'agriculture et de la politique agricole, sans sacrifier le but recherché de la libéralisation du commerce agricole.

La période est critique

Les recommandations de l'International Food & Agricultural Trade Policy Council (IPC) viennent - très à propos - à une étape critique pour les négociations du Doha Round de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur le commerce agricole. Le calendrier requiert qu'au 31 Mars 2003, les pays membres de l'OMC devront s'être mis d'accord sur un cadre de travail pour permettre aux négociations de commencer sérieusement.

Dr. Supachai Panitchpakdi, Directeur Général de l'OMC, a récemment rappelé le besoin de respecter ce calendrier. Adressant la Session Pénultième XI du Sommet de Partenariat 2003 à Hyderabad au début janvier, il a déclaré que le maintien du calendrier est vital si l'on veut que les négociations soient finalisées pour le 1er janvier 2005. Ses opinions font échos à celles de Stuart Harbinson, Président du Comité Spécial pour les Négociations du Commerce Agricole, qui en décembre indiquait que "bien que beaucoup de progrès ait été fait, de nombreux sujets importants restent non réglés et en attente."

Pour aider les négociateurs à passer à la phase suivante des négociations commerciales, l'IPC a préparé une liste de recommandations en avance de la première Session Spéciale, qui se tiendra à Genève du 22 au 24 janvier 2003. Comme indiqué en plus amples détails à la fin de ce communiqué de presse, les recommandations couvrent de nombreux points-clés:

- Accès au marché,
- Sécurité alimentaire & étiquetage,
- Concurrence à l'exportation,
- Soutien interne,
- Problèmes non-commerciaux.

Ces recommandations représentent le consensus des 37 membres (***) de l'IPC – anciens experts officiels d'organisation internationale, membres de gouvernements, présidents de syndicats agricoles, cadres supérieurs des industries agricoles et alimentaires, universitaires renommés – tous venant de 21 pays différents, y compris les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Européenne et le Groupe de Cairns.

Prenant en compte les intérêts des pays moins développés, ces recommandations fournissent une liste de concessions bien équilibrées dans l'intérêt de tous les pays. Elles sont destinées à rendre les difficiles réformes des politiques agricoles plus acceptables politiquement.

L'IPC offre ces recommandations dans l'espoir qu'elles fourniront une base réaliste politiquement pour négocier les modalités qui permettront aux négociateurs de progresser jusqu'à l'étape suivante des négociations agricoles. Les discussions qui ont eu lieu jusqu'à ce jour en Session Spéciale, ont été constructives et productives.

D'importants travaux techniques préparatoires ont créé les fondations pour un accord. Cependant, le programme de travail adopté par la Session Spéciale du Comité sur l'Agriculture est ambitieux.

La conviction profonde des membres de l'IPC est, que la Cinquième Réunion Ministérielle qui se tiendra à Cancun en septembre 2003 ne sera une réussite, que si des résultats positifs en agriculture sont obtenus.

Pour obtenir ceci, le temps presse.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Ann Tutwiler
Président
IPC
1616 P Street
NW Suite 100
Washington DC 20036

or Andrew Kendall
Kendalls
132 Ebury Street
Londres
SW1W 9QQ
Royaume Uni

Tél: +1.202.328.5001
Fax: +1.202.328.5133
Email: tutwiler@agritrade.org

Tél: +44.20.7824.8681
Fax: +44.20.7730.1390
Email: andrew.kendall@kendallscom.co.uk

Notes du Rédacteur:

1. (*) Les recommandations de l'IPC représentent le consensus des 37 membres du International Food & Agricultural Trade Policy Council.
Comme avec tout consensus, cependant, un membre peut ne pas être d'accord avec chaque recommandation. Par conséquent, aucune recommandation spécifique ne peut être attribuée à un seul membre de l'IPC.

2. (***) **Les 37 membres de l'IPC comprennent:**

- **Afrique & Afrique du Nord**
Ahmed Goueli Egypt
- **Asie**
- **Océanie**
- **Europe**
- **Amérique du Nord**
- **Amérique du Sud**.....